

PHILIPPE MOUREAUX

« DEHAENE ET MOI, NOUS AVONS SAUVÉ LE PAYS DU NAUFRAGE »

Philippe Moureaux, aux yeux de ses nombreux détracteurs, reste le bourgmestre qui a laissé se propager l'islamisme à Molenbeek pour des raisons électorales. Le cliché est un mensonge, rétorque l'intéressé, qui brandit ses états de service: une vie politique riche et variée. L'ancien vice-Premier ministre rappelle qu'il a jadis été une figure centrale du socialisme belge, participé à des négociations institutionnelles arrosées au whisky et même sauvé plusieurs fois le pays de la violence séparatiste. Malade, Philippe Moureaux fréquente désormais plus souvent les hôpitaux que les hémicycles. Pour «Wilfried», il ouvre la boîte aux souvenirs et aussi celle aux formules toujours incisives.

ENTRETIEN FRANÇOIS BRABANT ET ALICE DIVE
PHOTOS ERIC HERCHAFT

C

e samedi, il a postposé un repas familial pour sonder sa mémoire et en extraire quelques histoires de guerre et d'après-guerre. Philippe Moureaux est né en 1939, quelques mois avant la capitulation. Il a été activiste pro-algérien dans les années 1950, chercheur en histoire dans les années 1960, chef de cabinet d'André Cools dans les années 1970, multiministre dans les années 1980 et 1990. Il a gagné, perdu. Les hauts, les bas. Jusqu'aux attentats de Paris, le 13 novembre 2015, qui ont fait de son nom un repoussoir,

le condensé de tous les ratés de l'intégration,

de toutes les failles de l'antiterrorisme. Un procès toujours à l'instruction.

« *Bienvenue dans mon appartement vieillot* », glisse-t-il, caustique, après avoir ouvert la porte de son domicile molenbeekois. Allusion à un précédent article, où on avait décrit l'intérieur du septuagénaire en évoquant des « bibelots » et un « mobilier désuet ». Enfer et damnation. Les bibelots étaient en réalité le résultat d'une vie de collectionneur : antiquités khmères, bougeoirs montois du XVIII^e siècle, soupière en porcelaine de Tournai, statuette chinoise de l'époque Tang... Sans oublier les volumes de « La Pléiade » dans une petite bibliothèque tournante : Simenon, Zola, Sophocle et quelques autres.

Atteint d'un cancer, l'ancien « *bourgmaitre* » de Molenbeek, comme il aimait à se présenter, oscille entre épuisantes séances de chimio et regains de forme inespérés. Quand ça va, il écrit, il lit, il trie. « *J'ai remis la main sur une lettre de Guy Spitaels que je croyais avoir perdue. C'est un document d'un intérêt historico-sentimental. Je retrouve tout doucement des choses. C'est curieux.* »

— **En novembre dernier, le PS organisait un congrès doctrinal. Signe que l'heure est grave : le dernier exercice de mise à plat du projet socialiste datait de 1974. Vous étiez à l'époque chef de cabinet d'André Cools, alors président du PS. Peu de personnes ont connu les deux congrès.**

Disons qu'il y en a un que j'ai connu activement et l'autre comme spectateur.

— **Le contexte était en partie semblable, avec un PS dans l'opposition et un net coup de barre à gauche à l'issue des discussions internes. Mais le PS n'est-il pas aujourd'hui en plus mauvaise posture encore ?**

Il y a un aspect commun, notamment dans cette tentation des hautes sphères du parti de retrouver un peu de pureté, si je puis m'exprimer ainsi. Dans le cas le plus récent, cela a tout de même commencé assez bizarrement avec la volonté de supprimer la référence à la lutte des classes dans les statuts du PS. En fin de compte, cela a donné lieu à un texte que je trouve pas mal torché, qu'ils appellent « le Manifeste ». À mes yeux, c'est plutôt une heureuse surprise. Car sincèrement, depuis la défaite de 2014, Elio avait donné des interviews que je trouvais assez affligeantes... Notamment quand il déclarait qu'il entendait rester en fonction jusqu'à 80 ans.

— **En même temps, Elio Di Rupo a toujours annoncé la couleur, en déclarant à plusieurs reprises qu'il entendait suivre le**

modèle d'Émile Vandervelde, resté à la tête du Parti ouvrier belge pendant trois décennies. Vous croyiez alors qu'il disait cela en boutade ?

Le problème, c'est qu'un tiers des interviews données ces derniers mois portait sur son cas personnel. Il ne parlait plus que de cela. Et puis, plus récemment, il a donné quelques interviews que j'ai trouvées pas mal. Mais pour revenir à votre première question, le problème reste en effet entier : si le PS revient au pouvoir pour faire en pratique l'inverse de son programme, pour infliger de nouveau aux jeunes des mesures régressives, comme on l'a fait dans le gouvernement présidé par Elio Di Rupo, alors là on aura perdu son temps.

— **Si on poursuit cette analogie avec le congrès doctrinal de 1974, ne faut-il pas inclure dans l'équation la question du rapport au pouvoir ? Le député carolo Ernest Glinne, qui a échoué de peu dans sa tentative de prendre la présidence du PS en 1981, face à Guy Spitaels, adorait lire des ouvrages d'intellectuels de gauche américains. « Vu que là-bas, les socialistes savent qu'ils n'arriveront jamais au pouvoir, ils ont le temps de réfléchir », disait-il.**

C'est un peu le fait que, quand vous êtes au pouvoir, il y a une tendance à ne pas trop aimer ceux qui réfléchissent de façon critique. Heureusement, cette tendance n'est pas unanime. Au début de sa présidence, Elio a mené une grande opération de réflexion, alors que nous étions au pouvoir. Ce n'est donc pas impossible, mais c'est beaucoup plus difficile, car le pouvoir engendre une espèce d'autosatisfaction.

— **Le PS n'est-il pas malade de sa volonté d'occuper à tout prix le pouvoir ? Vous, vous avez connu une époque où certains dirigeants socialistes préféraient rester dans l'opposition plutôt que d'aller au gouvernement.**

Oui. Tout cela est devenu impossible aujourd'hui. L'élection du président du PS au suffrage universel des membres a tué toute possibilité de discordance en interne. J'étais contre cette évolution. On n'a jamais compris pourquoi. On a cru que j'étais contre la démocratie. Mais on en voit les effets pervers : c'est comparable au système gaulliste qui est parvenu à créer en France une situation incroyable où, avec 20 %, vous pouvez gouverner, dès lors que votre principal adversaire n'a que 19 %. Conséquence du suffrage universel : à l'intérieur du parti, le président a tellement de force que tout le monde s'écrase.

— **Est-ce cela qui explique l'obsession du pouvoir à tout prix ?**

C'est un des éléments qui peuvent l'expliquer, oui. C'est aussi un peu une décadence de la social-démocratie : être au pouvoir. C'est une évolution à la fois vertueuse et très dangereuse pour l'idée socialiste : les socialistes sont devenus des défenseurs de l'État tel qu'il est. Regardez en Allemagne. Le SPD revient au pouvoir, parce que, tout de même, on ne peut pas laisser l'Allemagne sans gouvernement. Alors que les dirigeants du SPD avaient juré qu'ils n'iraient pas...

— **Mais pouvait-on laisser l'Allemagne sans gouvernement ?**

Cela, je n'ai pas dit. Mais pourquoi les socialistes doivent toujours être la roue de secours ? Enfin, j'y ai également

participé. Cette volonté de sauver l'État tel qu'il est, elle est entrée dans les gènes des socialistes.

— **Vous avez un jour utilisé cette expression: le pouvoir est une drogue. Cela avait été assez mal compris.**

«La Belgique, ce n'est pas grand-chose par rapport au monde, mais quand vous arrivez au sommet de l'État... Vous vous dites: j'y suis.»

C'est un tout autre problème, ça. C'est celui, psychologique, des hommes de pouvoir. La Belgique, ce n'est pas grand-chose par rapport au monde, mais par rapport à votre personne, quand vous arrivez au sommet de l'État... Vous avez une bouffée de fierté... Vous vous dites: j'y suis. Il faut se défaire de cette impression-là, mais ce n'est pas facile, psychologiquement. Moi, je pense que j'ai connu ce mécanisme, que j'ai relativisé, même si à certains moments j'ai certainement eu des pulsions un peu trop violentes d'exercice du pouvoir. J'ai tout de même fini par domestiquer ces pulsions, mais beaucoup de personnages ne résistent pas. Regardez ce qui est arrivé à Spitaels: ultrabrillant, il ne supporte pas certains échecs et se convainc qu'il va devenir l'espèce de sauveur, de monarque de la Wallonie. C'est un exemple que je cite, mais il y en a quand même pas mal dans le genre. Et cela, c'est la drogue du pouvoir.

— **Que pensez-vous des règles internes du PTB, selon lesquelles les élus ne doivent pas gagner plus de 2 000 euros par mois? Raoul Hedebouw, le porte-parole du parti, affirme qu'en l'absence de balises comme celles-là, un mandataire de gauche finit par penser comme son portefeuille.**

Je ne suis pas du tout d'accord avec le PTB. Ils commettent là une grave erreur d'analyse. Enfin, c'est de la démagogie de leur part, bien entendu. Je pense que, dans notre société actuelle, le ministre qui va négocier avec des hommes d'affaires ne peut pas être en situation trop faible sur le plan de ses moyens. Par ailleurs, il est vrai que certains élus finissent par se couper de la population quand ils acquièrent une certaine aisance, quand ils reçoivent des invitations un peu troubles du monde de l'argent. C'est pour cela que j'ai toujours plaidé pour maintenir les permanences sociales. Quand j'étais bourgmestre, j'avais une voiture de fonction, j'étais honorablement payé, mais le lundi après-midi, je voyais les citoyens à ma permanence. Tout le monde pouvait venir. Il n'y avait pas de filtre. Et le lundi soir, en quittant le bureau, j'avais repris pied dans la réalité. Je savais quelle était la désespérance d'une partie de notre population. Dans ma commune, je me promenais régulièrement. Je parlais avec les gens, y compris avec les jeunes difficiles. Je m'asseyais souvent sur le même banc, aux Étangs noirs. Ils venaient à côté de moi et ils me disaient: Tes policiers, Philippe, ils sont dégueulasses, etc. Je leur répondais: Oui, mais vous... Bref, je gardais le contact. Je crois que beaucoup l'ont perdu.

Laurette Onkelinx m'expliquait souvent qu'au gouvernement, certains ministres de droite ne comprenaient même pas que cinquante euros, pour de nombreuses personnes, c'est beaucoup. Malheureusement, nombreux sont ceux, à gauche, qui ne le comprennent pas non plus. Le mot «assisté», qui est pour moi un scandale, a d'ailleurs été repris par une certaine partie de la gauche.

— **Vous êtes historien, mais vous avez aussi un petit côté sociologue. C'est l'un des aspects les plus intéressants de votre livre «Portraits souvenirs»: la description des rapports sociaux, à travers votre autobiographie. Cela passe notamment par la figure de votre père, issu d'un milieu plutôt modeste... Très modeste.**

— **Il s'enrichit, il acquiert une certaine aisance grâce au notariat, il devient un homme politique libéral respecté, mais à la gauche du parti libéral, en gardant une fibre progressiste. Néanmoins, vous racontez cette anecdote: à la maison, il admoneste vertement votre mère parce qu'elle a laissé les domestiques faire le service sans porter de gants blancs.**

Oui. L'anecdote est terrifiante. Elle fait partie de ma construction idéologique. Parce que les personnes en question m'étaient très proches. Je dis d'ailleurs que j'ai été formé aux deux étages: au rez-de-chaussée, par mon père, un homme brillant, cultivé, qui monopolisait la parole à table; et dans la cuisine-cave, par ceux qu'on appelait les domestiques, qui m'ont ouvert aux idées de gauche.

— **Dans votre livre, vous dites simplement «Noël, Lucienne et Marcel».**

Noël et Lucienne, c'était un couple exquis, des gens venus du Centre, de la région de La Louvière. Noël était un ancien ouvrier mineur. Il avait été marqué par son métier. Je me souviens qu'il me montrait les escarbilles entrées dans son bras. Cet homme était d'une sensibilité... Il était communiste, il avait participé à la Résistance. Lucienne était une femme un peu forte, elle avait travaillé dans la verrerie à La Louvière. Ils étaient l'un et l'autre merveilleux de chaleur humaine. Et puis, ils partent, car Noël est atteint de la silicose, il ne peut plus travailler. Arrive ensuite un couple qui vient de Mouscron. La femme n'était pas engagée politiquement, mais le mari, Marcel, était un Flamand francisé. Il avait travaillé dans les environs de Roubaix. C'était un ouvrier théoricien formé par la CGT française. Il m'a appris les «babibobu» du marxisme. Il me prenait par la main et m'emmenait à des meetings du Drapeau rouge à l'insu de mes parents.

— **Dans votre recueil de portraits, il manque un homme: le social-chrétien Jean-Luc Dehaene, Premier ministre de 1991 à 1999. Pourquoi cette absence?**

Jean-Luc. Je l'admire beaucoup. J'ai tellement travaillé avec lui. Ce que je n'ai pas compris, ce sont ses rapports avec le monde de l'argent, à la fin de sa vie, son arrivée chez Belfius... C'est pour cela que je n'ai pas écrit son portrait. Mais bon, je préfère ne pas en dire plus à ce propos. J'aurais l'impression d'abîmer une très belle image. Chacun ses points faibles, chacun a sa face plus ou moins noire et blanche.

— **L'intimité politique que vous avez éprouvée avec Jean-Luc Dehaene, elle tenait presque du surnaturel, non?**

Oui, car on était arrivés à un tel point de confiance entre

nous deux... Une relation comme celle-là, c'est tout à fait exceptionnel, surtout lorsque l'on appartient à des partis différents. Il était dans un parti centriste, mais il venait tout de même de la gauche chrétienne, même s'il a évolué à la fin de sa vie. Nous étions, en fait, tous deux des hommes d'action, mais d'action réfléchi. Je crois que c'est cela qui nous réunissait. Lorsque l'on se voyait, on allait très loin dans les confidences sur ce qui se passait dans le parti de l'autre. Je pense qu'ensemble, nous avons sauvé le pays du naufrage à plusieurs reprises.

— **Sauvé du naufrage ?**

Oui, je le pense. Au niveau institutionnel, certainement.

— **À plusieurs reprises, dites-vous. À quels moments en particulier ?**

Par exemple en 1988, lorsque nous avons réussi à boucler une négociation interminable, avec la mise en place du gouvernement Martens-Moureaux, qui était plutôt un gouvernement Dehaene-Moureaux, Wilfried Martens n'ayant à l'époque plus beaucoup de ressort. Cette année-là, on a été à deux doigts de l'échec et là, Dieu sait dans quelle aventure nous aurions été précipités.

— **C'est le moment où Dehaene, pour résoudre la crise, demande un délai supplémentaire au roi Baudouin. Avec cette phrase restée célèbre : « Sire, donnez-moi cent jours. » Que se serait-il passé si Dehaene avait échoué à sortir les négociations de l'impasse ?**

Justement, je n'aime pas trop spéculer sur ce qui serait arrivé. Je sais qu'au PS, on s'était laissé gagner par l'idée que l'on allait revenir aux élections, faire encore un score plus élevé et alors, à la limite, engendrer la crise permanente de l'État belge.

— **Cette tactique revenait à jouer avec le feu, à mettre en danger la survie même de la Belgique, non ?**

Oui, oui, très clairement. Et là, vous allez dire que je m'inscris dans quelque chose que j'ai critiqué, mais je pense que pour les milieux populaires, il fallait à tout prix éviter une crise qui aurait mis en cause la sécurité sociale... En d'autres mots, il fallait d'abord penser à l'État. C'est un exemple parmi d'autres. Il y a eu d'autres moments où Dehaene et moi, nous avons sauvé le pays du gouffre. Nous lui avons épargné des crises qui auraient pu devenir violentes. Cela n'aurait peut-être pas conduit à un éclatement du pays, d'ailleurs. Cela aurait pu être aussi une reprise avec un pouvoir fort... Je vous dis : je sais que l'on allait vers des aventures, mais je n'ai pas envie d'en dire plus. Le principe de l'uchronie, qui est très à la mode et qui consiste à refaire l'histoire, je n'aime pas du tout. Je trouve cet exercice très dangereux et un peu stupide.

— **Stupide ?**

Oui, parce qu'on n'est jamais sûr de ce qui se serait passé. Et finalement, peut-être que je me trompe et que tout serait rentré dans l'ordre sans incident majeur. Mais ce n'est pas le sentiment que Dehaene et moi avions. Il faut dire que l'on a tout de même traversé cette période des années 1980 avec des moments de crises communautaires très fortes,

sans violence physique. On s'est toujours arrêté avant.

— **La Belgique n'est pas immunisée contre la violence politique ?**

Non, non. Heureusement, la Belgique n'a pas une énorme propension à cela, mais elle n'est pas plus immunisée qu'un autre État. Ce qui me fait sourire, c'est qu'aujourd'hui, on critique toutes ces réformes institutionnelles, les journalistes répètent comme des perroquets que notre modèle est trop compliqué. Il s'agit de journalistes qui ne connaissent même pas l'histoire et qui ne savent même pas dans quelles conditions tout cela a été discuté pour éviter le pire.

— **Le fait d'être né en 1939, d'avoir connu la guerre, cela change-t-il fondamentalement votre rapport au monde ?**

Pendant l'évacuation de mai-juin 1940, j'étais bébé. Cela a dû indirectement me marquer d'être traîné sur les routes, sous les bombes, mais je n'en ai bien entendu aucun souvenir. Mon père avait dit à ma mère qu'elle devait se réfugier en France, où la famille serait en sécurité, parce qu'on allait arrêter les Allemands comme en 1914. C'était le mythe de l'époque. Ma mère a donc emmené les trois enfants sur les routes de France. D'après les récits qu'on m'en a faits, Philippe, c'était le petit bébé pour lequel on n'avait plus de langes, qui avait le cul tout rouge, qui pleurait tout le temps. Mes frères et sœurs m'ont raconté qu'ils ont été un jour mitraillés par des avions allemands, qu'ils ont dû se cacher dans les fossés, des choses pareilles. Mes premiers souvenirs directs datent de la fin de la guerre. Je me souviens : nous étions dans le tram le long du Cinquantenaire et au moment où on descend du tram, il y a des policiers allemands, la Gestapo ou autre chose, qui fouillent tout le monde... J'ai vraiment vu la peur dans les yeux de mon père, parce qu'il avait aidé des juifs en tant que notaire en produisant des faux documents. J'ai eu peur, moi aussi. Ils ont vérifié notre identité et nous sommes passés.

— **Dans votre livre, vous expliquez aussi que votre mademoiselle de Proust, c'est le cheddar.**

Juste à la Libération, la troupe anglaise était cantonnée devant le Cinquantenaire. Maman me prenait par la main et on allait les voir, ces beaux gaillards. Je pense que ma mère appréciait de regarder ces hommes torse nu. Ils nous donnaient des petits morceaux de cheddar, qui étaient pour moi une merveille. Encore aujourd'hui, quand j'achète du cheddar, j'aime mais je me dis quand même qu'il était meilleur en 1944. Il avait alors le goût de la liberté retrouvée.

— **Dans quelle mesure le déchaînement de violence subi alors par l'Europe a-t-il marqué ensuite votre conscience politique ? Jean-Luc Dehaene, né en août 1940, disait que tout son engagement européen en découlait.**

C'est difficile de répondre, car c'est un processus inconscient, en ce qui me concerne en tout cas. Après la guerre, dans les cours de récréation, c'était le thème permanent. On se bagarrait entre Allemands et Américains. J'étais d'ailleurs très violent quand j'étais gamin, puis cela m'est passé complètement. Je suis devenu un non-violent radical. J'ai eu quelques problèmes parce

que j'avais cassé la jambe d'un garçon, blessé un autre au visage. On imaginait les tortures que les Allemands infligeaient... Je vais vous donner un exemple tout à fait ridicule : un de mes copains expliquait que les Allemands coupaient les seins des femmes. Et je ne savais pas ce qu'étaient les seins. Et je me demandais si j'allais oser demander ce que c'était à mes parents. Pendant plusieurs jours, j'ai éprouvé l'angoisse de savoir ce que c'était.

— **La société a, depuis, beaucoup évolué. Elle s'est adoucie, sans doute. Certains valeurs, perçues comme plus féminines, sont mieux acceptées. André Cools, aujourd'hui, n'aurait-il pas été mis au pilori ? À l'époque, une certaine brutalité masculine était tolérée.**

Dans le cas d'André Cools, c'était les femmes qui étaient folles de lui. Avez-vous déjà vu des photos d'André Cools jeune ? Il était séduisant, charismatique. C'était incroyable, son succès auprès des femmes. Mais c'est clair que le partage des rôles entre féminin et masculin était très net, presque hermétique.

— **Tout négociation s'accompagnait alors d'une forme de brutalité. L'engagement physique faisait partie intégrante de la confrontation politique.**

Exact, et ça passait par la boisson. On buvait beaucoup d'alcool, du whisky, pendant les négociations. C'était très viril. Il fallait boire. Aujourd'hui, rien que l'odeur du whisky me rend malade parce que j'en ai trop bu à cette époque-là. L'éccœurement m'a gagné.

— **Le pacte d'Egmont, ce vaste accord scellé en 1977, qui devait régler une fois pour toutes le contentieux communautaire belge, mais qui n'a en fait jamais été appliqué, il avait donc le whisky pour principal carburant ?**

Pour certains, oui. Un type comme Edmond Leburton était incroyable. Il buvait comme un trou. Après un repas, il tombait presque par terre, mais il allait dormir une heure, et il revenait frais comme une fleur. Sa résistance était extraordinaire. J'ai connu le conseil des ministres, en 1980, où on servait du whisky autour de 12 h 30. Mais quand je suis revenu au gouvernement en 1988, les mœurs avaient changé : on ne pouvait plus servir d'alcool, sauf pour le Premier ministre qui, lui, prenait tout de même son whisky. C'était alors Wilfried Martens. Il buvait pas mal aussi, lui. Je me souviens du vote de la loi sur les réformes institutionnelles, en 1980. Au parlement, les discussions durent toute la nuit. Il n'y a quasiment plus personne dans l'hémicycle. Je bâille, je m'ennuie et l'huissier vient me demander : « Vous voulez un bon thé comme pour le Premier ministre ? » J'accepte sa proposition. Il m'amène alors, dans une tasse, du whisky pur. Je ne l'ai pas bu.

— **Dans son récit autobiographique « Un Sioux socialiste », l'ancien ministre Alain Van der Biest raconte les grèves de 1960 dans la banlieue ouvrière de Liège. Il a alors 17 ans, il est solidaire de ce mouvement social. Mais la vue de ces ouvriers qui renversent des bus et qui saccagent la gare des Guillemins le laisse aussi perplexe. Il aurait voulu, écrit-il, que les grévistes « mènent leur bazar avec plus de chic ».**

Moi, je pense que c'est une question qui ne se pose pas,

parce que lorsque les foules sont en route, on ne les contrôle plus...

— **Mais que gagnaient les ouvriers à saccager une gare ?**

Bah... Ils gagnent à obliger le pouvoir à les prendre en considération. C'est une réaction typique d'Alain Van der Biest, qui était un homme très ambivalent. En ce qui me concerne, je n'aime pas la violence mais, en tant qu'historien, je dois bien constater qu'elle a été nécessaire pour obtenir certains progrès, pour faire avancer la société. Que voulez-vous ? Je déteste la violence, mais je ne vais pas commencer à juger des gens qui, à un certain moment, ont été tellement opprimés qu'ils passent à la violence.

— **On a reproché au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, son admiration pour Robespierre, l'un des instigateurs de la Terreur. Il a répondu que la Révolution était à prendre en bloc : ce n'est pas un menu où on ne sélectionne que les éléments que l'on souhaite. Partagez-vous ce raisonnement ?**

Oui, je suis assez d'accord, à 80 % en tout cas. On peut évidemment regretter certains excès. Mais c'est très facile de les regretter ici, dans mon fauteuil, à Bruxelles, en 2017. Je pense donc, moi aussi, que la Révolution est un bloc. Sans des gens comme Robespierre, je ne sais pas ce qu'il serait advenu de la France. Robespierre a incarné un grand moment nécessaire. Et Napoléon, que tant de personnes admirent, a été bien plus sanguinaire que lui.

— **Vous avez été bourgmestre de Molenbeek de 1992 à 2012. Avec le recul, ne pensez-vous pas que vous auriez pu actionner certains leviers pour enrayer le radicalisme islamiste ?**

Non, je ne pense pas. J'ai bien sûr commis des erreurs sur vingt ans de mayorat. Mais par rapport à ce domaine-là, le procès en sorcellerie que l'on m'a fait est totalement faux, de A à Z. On me dit que j'aurais laissé se développer l'islamisme pour avoir des électeurs. Je vous rappelle tout de même que le premier bourgmestre qui a interdit le port du voile intégral en Belgique, c'est moi, à Molenbeek. Je tape en plein dans l'islamisme, cela prouve bien que je ne cours pas derrière ces gens-là pour ramasser des voix. Ma conviction : une politique d'ouverture à l'islam n'aurait pas empêché les événements, mais si une politique de ce type avait été amplifiée, cela aurait été moins facile pour Daech de recruter. Au passage, je rappelle aussi que les recrutements de Daech à Molenbeek sont, en pourcentage, équivalents à ce que l'on trouve dans toutes les communautés arabo-musulmanes d'Europe. Le drame, c'est qu'Abdelhamid Abaaoud a recruté pour les attentats de Paris ses anciens copains, ici à Molenbeek. Le projecteur est alors tombé sur Molenbeek. Mais regardez le nombre de cellules qui ont été démantelées depuis lors en France, dans plusieurs villes. On n'a jamais accusé le maire local, hein ! Jamais. Cela m'a été réservé.

— **Comprenez-vous le malaise des anciens habitants qui ont grandi dans le Molenbeek bruxellois d'antan et qui se retrouvent, âgés de 70 ans, dans un quartier où les**

commerces de leur enfance ont été remplacés par des night-shops, des salons de thé, des boutiques halal ?

Mais oui, bien sûr. Je comprends le choc culturel que ces Belges ont dû ressentir. Je suis un antiraciste, mais je suis aussi beaucoup plus indulgent que l'on croit par rapport à ces personnes qui avaient des mots racistes et qui ne comprennent pas forcément le changement de société en cours. J'essayais de les aider à nuancer leurs propos, mais je ne leur crachais pas au visage. N'empêche, comme bourgmestre, je devais vivre avec mon temps. Et puis, ces personnes originaires du Maroc ou d'ailleurs, ce n'est quand même pas moi qui suis allé les chercher. Quand je suis devenu bourgmestre, elles étaient déjà en grand nombre ici. Et concernant ces habitants qui ont été piégés dans le Molenbeek historique, « les petits Blancs » si vous voulez, j'ai de l'empathie pour eux. Je me rends compte des souffrances qu'ils ont subies en raison de la violence de la société. Ceux qui avaient un peu d'argent sont partis. Ce sont les plus pauvres qui sont restés. Ma plus grande tristesse concerne la communauté juive, dont j'ai été très proche et que j'ai beaucoup défendue. Les juifs ont commencé à se détacher de moi lorsque j'ai adopté le même comportement vis-à-vis des gens d'origine maghrébine. Certains estiment que vous pouvez ne défendre que leur culture. Pour ma part, je suis un internationaliste sur le plan culturel.

— Face à l'actuelle politique de fermeture du secrétaire d'État à l'Asile, Theo Francken (N-VA), certains militants défendent une utopie inverse : ouvrir les frontières. Qu'en pensez-vous ?

C'est irréaliste. J'ai toujours été partisan des grandes opérations de régularisation des sans-papiers. J'en ai même été l'un des organisateurs. Mais croire qu'on peut ouvrir notre territoire à toute personne qui voudrait s'y installer, c'est une illusion sympathique, dont les conséquences seraient désastreuses. Socialement, économiquement, à tout point de vue, ce serait intenable. On voit déjà les dégâts politiques que provoque la crise migratoire. Si la gauche

se ralliait à l'idée des frontières ouvertes, alors le climat deviendrait carrément étouffant.

— Vous faites référence à la montée de la droite nationaliste et de l'extrême droite ?

Restreindre l'immigration est devenu le premier argument électoral de la droite. Politiquement, on ne peut pas ignorer cette donne-là. Je ne cautionne pas pour autant la politique de Theo Francken. Les retours vers le Soudan, compte tenu de la nature du régime politique en place dans ce pays, me paraissent indignes. Mais je n'irai pas jusqu'à dire qu'on ne peut jamais renvoyer quelqu'un qui se trouve en situation illégale en Belgique.

— Yvan Mayeur, l'ex-bourgmestre de Bruxelles, a longtemps été votre fils spirituel en politique. Comment percevez-vous sa démission dans le cadre de l'affaire du Samusocial ?

C'est une gigantesque déception. Certes, nos désaccords s'étaient multipliés ces dernières années. Je n'imaginai toutefois pas qu'il avait cette conception de l'argent très attristante et inacceptable. Yvan Mayeur a hypertrophié ce système des mandats pour créer une clientèle – un travers en rupture avec l'évolution de nos mœurs politiques. Mais je ne vais pas tout noircir. J'appréciais ses convictions politiques, même si son autoritarisme était devenu un trait de caractère très inquiétant. Je n'oserais pas dire que moi-même, je n'ai jamais été autoritaire. Mais je savais écouter les autres, et même reculer au besoin. Visiblement, avec lui, ce n'était plus le cas. Il faut néanmoins reconnaître que lorsqu'il présidait le CPAS de Bruxelles, il a accompli des choses remarquables, notamment en utilisant le patrimoine du CPAS pour construire des logements sociaux. Comme souvent, l'être humain est complexe.

— Dans le parcours d'Yvan Mayeur, c'est donc le gris qui prédomine ?

Non, pas le gris. Une période blanche et une période noire. —